

Préface

Roberto Aliboni*

La *lectio magistralis* sur La Grande Méditerranée a été tenue par Michele Capasso en 2007 à Marrakech, à l’occasion du doctorat *honoris causa* qui lui a été remis par l’Université Cadi Ayyad.

La “Grande Méditerranée” de Capasso n’est pas l’un parmi tant d’autres de ces nombreux plaidoyers, plus ou moins conventionnels sur la Méditerranée comme lieu de rencontre et de coopération entre les différents peuples qui gravitent autour de cette zone antique et illustre, mais c’est la vision de la Méditerranée comme ville partagée, de justice sociale et démocratie: un défi au dépassement des différences et des conflits, dans un lieu où les différences et les conflits ont une valeur symbolique. La Grande Méditerranée est, en réalité, une métaphore de la planète.

La Grande Méditerranée – dit l’auteur dans la *lectio* – est faite d’hommes et de femmes différents, voire en conflit, mais qui veulent justice sociale et démocratie. Quand ces hommes et ces femmes se rendront compte que là est le véritable défi commun, les différences religieuses et culturelles qui, aujourd’hui, les divisent inutilement, crouleront. Alors que tous sont focalisés sur ces différences et pensent que la cause des conflits est l’opposition entre Islam et Occident, Capasso, grâce à sa capacité visionnaire, peut voir avec clarté que le conflit réside essentiellement dans le modèle de développement imposé par les pays européens mais aussi dans l’absence de démocratie dans les pays arabes – absence qui est fonctionnelle au modèle occidental même: le conflit réside donc dans l’absence de justice sociale et démocratie. Il s’abrite derrière

les différences, mais ses véritables racines se trouvent dans l'injustice sociale et dans la dictature politique, qui sont donc les ennemis à vaincre pour que se dévoile à nos yeux la grande "koïnè" méditerranéenne qui unit ses peuples.

Dans cette même prospective – dans des passages qui, lus aujourd'hui, ne peuvent pas ne pas surprendre – Capasso anticipe dans sa *lectio*, l'éveil qui, en 2011, a en effet eu lieu, sous le nom de "Printemps Arabe". Il prophétise à la lettre que "les régimes dictatoriaux arabes devront faire face aux souffles de liberté et démocratie qui déferleront de plus en plus fort grâce aux jeunes et à la diffusion de nouvelles technologies d'information et de communication et nous assisterons, certainement, à la chute de ces régimes et au début d'un parcours de transition vers la démocratie et les droits de l'homme.». D'un autre côté, il prophétise également la poussée de la crise économique actuelle occidentale, destinée à se propager à cause de l'absence de valeurs éthiques, de partenariat et de codéveloppement: Le modèle économique dominant – affirme Capasso – sera la cause d'une des plus graves crises de l'histoire du monde.

Le "Printemps Arabe" est donc en effet arrivé, mais à deux ans de son avènement, il est clair que même si il constitue une précieuse occasion pour commencer à réaliser une communauté de justice et de démocratie en Méditerranée, les obstacles et les difficultés sur le chemin de son accomplissement sont nombreux et graves. On ne sera donc pas surpris si, devant de telles difficultés, l'Université Cadi Ayyad, à juste titre, a décidé de publier à nouveau la *lectio* de Capasso afin de rappeler les objectifs qu'elle indique.

En effet, d'un côté, les pays occidentaux, bien que la crise de l'économie occidentale, qui a débuté en 2008, ne semble pas vouloir terminer, maintiennent leurs modèles socio-économiques néo-libéraux, en repoussant l'adoption d'un quelconque critère de solidarité et justice sociale. Alors que le chômage, en particulier chez les jeunes, fait rage dans les pays arabes et se propage à ceux de l'Europe du Sud, dans un contexte de

corruption et d'inégalité scandaleuse, les pays occidentaux et l'Union Européenne continuent à offrir aux pays révolutionnaires la même recette. Le résultat final pourrait être aisément une plus forte inégalité entre le Nord et le Sud et une extension (aux pays de l'Europe du Sud) de la zone historique de sous-développement et difficulté socio-économique de la "Grande Méditerranée", plutôt que son rétrécissement.

D'autre part, si les conditions de profonde difficulté socio-économique qui, après tout, sont à la base des révolutions arabes ne seront pas surmontées dans un temps relativement court, difficilement les révolutions politiques commencées dans ces pays pourront avoir un résultat positif. De nouvelles et d'anciennes forces conservatrices prendraient le dessus et instaureraient un autoritarisme islamiste à la place de celui de type séculaire que les révolutions ont renversé. En effet, le débat politique qui est en cours, en Égypte et en Tunisie en particulier – où des gouvernements à guide islamiste se sont affirmés – se révèle décevant en termes de liberté et de droits de l'homme. Durant le mois de septembre dernier, la diffusion sur la toile d'un misérable film destiné à se moquer du Prophète, mais aussi à exprimer des manifestations légitimes de dissidence, a porté à un discours du président Morsi à l'ONU visant à répondre à la question en établissant des limites à la liberté d'expression.

Il ne fait aucun doute que les gouvernements centristes islamistes, au pouvoir en Égypte et en Tunisie, ont du mal à résister aux pressions des fondamentalistes qui militent dans l'opposition et dans les files de leurs propres partis. Le débat sur état civil au lieu d'aller vers la définition de l'autonomie entre la sphère religieuse et la sphère civile est entrain de dériver vers la confirmation d'un état civil d'une quelque façon subordonnée à une impérative sphère religieuse. Dans cette perspective, Tariq Ramadan, dans un éditorial d'il y a quelques jours dans le New York Times (Waiting for an Arab Spring of Ideas 30 septembre 2012), a critiqué, à juste titre, le manque d'idées du "Printemps Arabe".

Face à ce manque d'idées, existe malheureusement aussi la même absence de la part des gouvernements occidentaux qui, face aux difficultés des gouvernements centristes islamistes de tenir la barre droite dans la mer de l'opposition islamiste et islamique, qui, au lieu de comprendre qu'ils doivent multiplier leur engagement envers les révolutions titubent et deviennent des proies faciles pour tous ces conservateurs qui, dans les pays de l'Occident n'ont jamais cessé de se méfier de l'islam, comme d'une différence insurmontable.

On est surpris, une fois encore, de voir comme le reflux conservateur, dans la difficile phase post-révolutionnaire a été anticipée dans la *lectio* de Capasso, quand il dit qu'à ce stade, le refuge vers des réalités identitaires individuelles et vers les idéologies religieuses sera presque naturel, j'oserais dire un signe d'affranchissement et de revanche qui, s'il n'est pas correctement géré, pourrait conduire à une dérive fondamentaliste encore plus dangereuse que les dictatures mêmes. C'est exactement ce qui est entrain de se passer tandis que cette *lectio* magistralis est à nouveau publiée.

Par conséquent, comme les hommes de bonne volonté qui siègent à Marrakech, comme tous ceux qui, comme nous, se trouvent de l'autre côté de la Méditerranée espèrent que la nouvelle proposition de la *lectio* puisse contribuer à stopper la dérive politique de l'islamisme et celle de la prévarication économique occidentale, afin qu'il soit possible de commencer le chemin vers la ville méditerranéenne que Capasso nous indique.

*Rédigé à Rome
Octobre 2012*

* ROBERTO ALIBONI est Conseiller scientifique du IAI et Senior Research Advisor, IEMed. Il a enseigné économie internationale dans les universités de Naples et Mediterranean Study Commission (MeSCo), le réseau des instituts de politique et sécurité internationale de la zone méditerranée, transformée en EuroMeSCo en 1996. Actuellement il est co-président de EuroMeSCo et membre du Conseil Scientifique du Tampere Peace Research Institute (TAPRI).